

Christian Perronne, un médecin en colère

Laurent Mucchielli, texte publié le 22 juin 2020 sur son blog de *Mediapart* (épisode 16)

Dans son livre, le médecin-chef de l'hôpital de Garches s'interroge sur la gestion calamiteuse de la crise du Covid-19 par le gouvernement français. Passant en revue les actions et (surtout) les inactions des uns et des autres, il dénonce « l'union sacrée de l'incompétence et de l'arrogance ». Si la forme du propos est parfois critiquable, le fond traduit une colère très largement partagée.

Ce livre ne relève pas de la science. C'est le témoignage d'un praticien qui est très en colère, qui pointe des responsabilités et demande des comptes. L'émotion est présente derrière les mots, comme en témoignent aussi les interventions télévisées de l'auteur ces derniers jours ([par exemple ici](#), où l'on apprend qu'il a perdu un proche dans cette épidémie). De là des excès de langage et quelques raccourcis d'analyse évidents. Mais il serait trop facile de ne s'attacher qu'à la forme et de crier au « populisme médical », pour mieux faire semblant de ne pas voir les enjeux de fond que pose un médecin qui n'est pas le premier venu et dont la colère est très largement partagée, tant dans le corps médical que dans la société française toute entière.

Christian Perronne est en effet professeur de médecine spécialisé dans les maladies infectieuses et tropicales. Il dirige le service de maladies infectieuses de l'hôpital de Garches, qui a donc accueilli de nombreux malades du Covid. Il a aussi été expert à l'OMS pour la politique vaccinale européenne et surtout il a présidé la Commission des maladies transmissibles du Haut Conseil de la Santé Publique. Il connaît donc aussi les rouages de la haute administration sanitaire française.

Il serait également trop facile de faire semblant de croire que c'est là le cri de colère isolé d'un médecin atypique. Soutien de la première heure de Didier Raoult, C. Perronne est aussi à l'origine d'un appel lancé avec le médecin et ancien ministre de la Santé Philippe Douste-Blazy, adressé au ministre de la Santé Olivier Véran, afin de supprimer le décret n°2020/337 du 26 mars 2020 et rétablir pour les médecins de ville la liberté de prescrire de l'hydroxychloroquine. Une [pétition en ligne](#) fut lancée dans la foulée le 3 avril, signée également par une douzaine de médecins renommés parmi lesquels Michèle Barzach (médecine et ancienne ministre de la Santé elle aussi), Martine Wonner (psychiatre, ex-députée LREM du Bas Rhin), François Bricaire (ancien Chef du service de maladies infectieuses à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et membre de l'Académie de Médecine), Marc Gentilini (professeur de parasitologie, santé publique et clinique des maladies infectieuses, membre de l'Académie de Médecine), Jacques Marescaux (président-fondateur de l'IRCAD, membre de l'Académie de Médecine), Catherine Neuwirth (professeur de microbiologie au CHU de Dijon), et Patrick Pelloux (président de l'Association des médecins urgentistes de France). Cette pétition a été signée par près de 600 000 personnes à ce jour.

C'est aussi dans cette mouvance qu'est né au même moment (premier communiqué le 3 avril) le collectif « [COVID19-Laissons les médecins prescrire](#) » regroupant plusieurs milliers de médecins libéraux, médecins hospitaliers, infirmiers et pharmaciens un peu partout en France,

dénonçant l'infantilisation des médecins libéraux et réclamant qu'on leur rende leur liberté de soigner leurs patients avec les thérapies de leur choix.

Enfin, c'est aussi dans la foulée de cet appel que trois autres figures de la médecine françaises (également anciens membres de la haute administration sanitaire) prirent parti dans cette affaire au travers d'[une tribune publiée par Le Figaro le 5 avril 2020](#) : Fabien Calvo (professeur émérite de pharmacologie et ancien directeur scientifique de l'Institut national du cancer), Jean-Luc Harousseau (professeur émérite d'hématologie et ancien président de la Haute Autorité de Santé) et Dominique Maraninchi (professeur émérite de cancérologie, ancien président de l'Institut national du cancer et ancien directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé).

A l'heure où l'Assemblée nationale et le Sénat ont lancé leurs commissions d'enquête sur la crise du Covid-19, donnant lieu à des exercices d'auto-justification et d'auto-satisfaction aussi étonnants que peu contredits (ainsi l'audition de [Jérôme Salomon, Directeur général de la santé, le 16 juin 2020](#)), il est plus que nécessaire d'écouter aussi des voix comme celle de C. Perronne. Si elles apparaissent comme dissidentes au regard de la doctrine gouvernementale, il est certain qu'elles sont au contraire largement partagées dans le corps médical et dans la population.

Pour résumer à présent le contenu de ce livre, on retiendra deux accusations principales portées notamment (mais pas uniquement) à l'encontre du Président de la République (Emmanuel Macron), du premier Ministre (Edouard Philippe) et de sa porte-parole (Sibeth Ndiaye), des deux ministres de la santé qui se sont succédés pendant la crise (Agnès Buzyn et Olivier Véran), du Directeur général de la santé (Jérôme Salomon) et du Conseil scientifique mis en place le 11 mars 2020 (présidé par Jean-François Delfraissy). La première porte sur la langue de bois, les mensonges et dissimulations. La seconde sur l'inaction et la paralysie face à l'urgence sanitaire.

Langue de bois, mensonges et dissimulations

Sur les masques de protection respiratoire, C. Perronne avait cosigné [un avis du Haut Conseil de la Santé Publique](#), daté du 1er juillet 2011, qui recommandait d'en maintenir un stock opérationnel pour faire face aux épidémies. En 2013, sous la présidence de F. Hollande, la ministre de la Santé Marisol Touraine et son conseiller J. Salomon décident pourtant de ne pas renouveler le stock. Ce dernier sait que cette décision pose problème puisqu'il en avertira par la suite le candidat Macron (comme le révéleront les "Macronleaks" (p. 16). Et puis chacun semble l'oublier. En janvier 2020, l'épidémie est déjà là. Lors d'un point presse, le 26 janvier, la ministre A. Buzyn déclare pourtant « *nous avons des dizaines de millions de masques en stock* ». C'est faux. La ministre le sait puisqu'elle décide quelques jours plus tard d'envoyer un avion en Chine pour en chercher, avion qui, le 17 mars, ramènera sur la base militaire de Creil des masques mais aussi des militaires français infectés par le virus : « *c'est là l'un des aspects les plus méconnus de la crise sanitaire qui nous a frappés* » écrit Perronne (p. 19). Le même jour (17 mars), la porte-parole du gouvernement, S. Ndiaye, déclare que de toutes façons « *le masque n'est pas nécessaire si l'on est pas malade* ». Ils seront donc réservés aux personnels soignants. Mais ces derniers les attendront en réalité de longues semaines et, au final, beaucoup auront affronté les pires moments sans aucune protection. C'est le premier des neuf « scandales » dénoncés par C. Perronne, à propos duquel on lira aussi (avec consternation) [le rapport détaillé établi ce jour par le Dr Alain Batarec](#) pour le compte du collectif « Laissons les médecins prescrire ».

Le second est celui des tests. Tandis que l'OMS recommande à tous les États de tester au maximum leur population, tandis que notre voisin allemand en réalise plus de 20 000 par jour dès la mi-mars, la France attend. Le 9 mars, le ministre O. Véran demande que l'on teste les malades en réanimation. La belle affaire... Le 24 mars, au JT de 20h de TF1, le président du Conseil scientifique (Delfraissy) dit qu'il faudrait « *probablement* » tester le plus possible la population. Pendant ce temps, la plupart des élus et des hauts fonctionnaires se sont précipités dans les hôpitaux pour se faire tester (et beaucoup, révélés positifs, pour se faire soigner avec le protocole marseillais...). Selon que l'on est puissant ou misérable... (p. 30). Le 21 avril encore, on peut lire sur le site du ministère de la Santé qu'il ne faut pas tester systématiquement afin de ne pas « *saturer la filière du dépistage* ». Perronne explose : « *Un seul mot me vient alors à l'esprit : menteurs ! Car nous, personnels soignants, savons parfaitement ce qu'il en est : des tests, la France n'en a pas* » (p. 31). Le gouvernement se révèle incapable de mobiliser les laboratoires de biologie médicale, les laboratoires de ville, les laboratoires de recherche, les laboratoires vétérinaires et même les officines dentaires qui pourraient pourtant tous en fabriquer. C'est que « *nous avons des normes réglementaires à respecter* », rappelle le premier Ministre le 3 avril (p. 36). Au final, il faudra attendre la mi-avril pour commencer à tester un peu la population générale (et le 23 mai pour que [soit publiée par le ministère de la Santé une liste de tests](#) jugés « fiables », ce que [certains contestent](#) du reste !).

Fort heureusement, certains hôpitaux font depuis longtemps comme l'IHU de Marseille, ils mobilisent discrètement tous leurs fournisseurs et partenaires habituels pour augmenter le plus possible leurs capacités de test. A Garches, C. Perronne révèle que c'est l'équipe de recherche (la police scientifique et technique) de la Gendarmerie nationale qui est venue installer devant l'Hôpital « un grand camion-laboratoire capable de débiter 1 000 tests diagnostiques PCR par jour » et a notamment permis de tester tous les résidents des EHPAD du secteur (p. 37).

En attendant Godot : inaction et paralysie au sommet de l'État

S'il fallait résumer en un seul mot la ligne de conduite des autorités sanitaires françaises, en tout particulièrement du Conseil scientifique mis en place le 11 mars pour prétendument rendre plus efficace la gestion de la crise au sommet de l'État, ce serait celui d'*attentisme*. C'est le troisième scandale dénoncé par C. Perronne et il est tout aussi important, voire davantage, que les précédents dans la mesure où il qualifie une attitude générale. C'est bien là le fond d'un des problèmes majeurs dont nous avons tous été les témoins : l'incapacité de l'administration française - et même des structures *ad hoc* créées théoriquement pour simplifier la gestion des problèmes - à faire face à une situation d'urgence.

Au coeur de la crise, l'attitude du Conseil scientifique restera probablement comme le plus pitoyable et coupable exemple de cette incapacité à prendre dans l'urgence les décisions qui pourtant s'imposaient et que beaucoup réclamaient d'emblée (qu'on ne vienne pas dire qu'on ne savait pas et que c'est une reconstruction *a posteriori*). C. Perronne rappelle là encore les déclarations des uns et des autres (Delfraissy, Yazdanpanah, Cauchemez, Lina, Chauvin). Les nombreuses sorties médiatiques de J.-F. Delfraissy sont particulièrement accablantes d'incapacité à penser et à agir : « *probablement* », « *peut-être* », « *on y réfléchit* », « *il y a beaucoup d'inconnues* », « *il le faudrait sans doute* », « *je ne peux pas aller trop loin sur ce sujet* », « *nous communiquerons prochainement* »... (p. 41-50). Que le sort de tant de malades ait pu reposer sur de telles personnalités dénuées de charisme et de courage laisse pantois.

Suivent, dans le livre de C. Perronne, un passage en revue des membres du Conseil scientifique et de leurs innombrables non-décisions, une analyse des liens d'intérêts existant pour nombre

d'entre eux avec certains industriels du médicament (surtout Gilead et Abbvie), une analyse de cette décision de lancer un vaste essai clinique (Discovery) avant toute décision thérapeutique, essai qui ne verra jamais le jour (p. 62 et suiv.), au passage quelques perles comme ce rappel de l'importance du « trésor de guerre » (des millions d'euros pur les plus riches) que se sont constituées au fil des ans les sociétés savantes, là aussi grâce aux industries du médicament (p. 69), une analyse critique du confinement (chapitre 5), une analyse de la marginalisation de D. Raoult (chapitre 6), un passage en revue des déclarations toutes plus ubuesques les unes que les autres des deux ministres de la Santé successifs (chapitre 7) et finalement de tous les membres du gouvernements et de leurs atermoiements sur les masques, les tests, le confinement, l'épidémie elle-même, le retour à l'école, le retour au travail (chapitre 8). Le livre se termine par une rapide analyse de l'état de l'hôpital public en France. C'est un témoignage là encore, d'un chef de service d'un grand hôpital public qui « a vécu avec stupéfaction et dégoût le démantèlement organisé de ce qui marche », pour faire quelques économies (p. 157).

Pour finir

Au final, Christian Perronne montre que l'on a pu entendre tout et son contraire, mais toujours sur le ton docte de ceux qui savent et qui nous disent « ne vous inquiétez pas, nous sommes l'élite, nous savons, on gère ». La vérité est qu'ils n'ont pas géré grand chose. C'est ce que Perronne appelle « l'union sacrée de l'incompétence et de l'arrogance ». C'est ce qui le met en colère. Et il n'est pas le seul.

Deux verbatims résument à leur manière l'état d'esprit de l'auteur de ce livre, et de beaucoup d'entre nous. On terminera dessus :

« Face à cette guerre sans précédent, les membres du Conseil scientifique réclamaient de prendre leur temps, beaucoup de temps, pour tout valider sur le plan scientifique avant de prendre la moindre décision. Il fallait par une longue, très longue procédure vérifier que la lance à incendie était homologuée avant de se risquer à combattre les flammes » (p. 11).

« Ça m'a rappelé [un dessin](#) qui a circulé, où on voit deux individus en haut d'une falaise en train de regarder un homme qui se noie et qui appelle au secours. L'un des deux tient une bouée à la main sans bouger. Son ami lui demande : "Pourquoi ne lui jettes-tu pas la bouée". Il répond : "Je ne suis pas sûr qu'elle soit homologuée" » (p. 104).